

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

LES ORDONNANCES DE BLOCAGE DYNAMIQUES DE BELGIQUE

*Contribution établie par Mme Evi Werkers, conseillère juridique au Service de lutte contre les atteintes au droit d'auteur et aux droits voisins en ligne et contre l'exploitation illégale des jeux de hasard en ligne, Service public fédéral Économie, Bruxelles (Belgique)**

RÉSUMÉ

Le 1^{er} juin 2024, la Belgique a adopté un système hybride (judiciaire/administratif) visant à bloquer les sites pirates. Dans le cadre de ce système, un tribunal charge l'autorité administrative de mettre en œuvre l'ordonnance de blocage. La première série de décisions a abouti au blocage dynamique de nombreux sites, dont la liste est en cours de publication. Ces mesures comprennent le blocage de réseaux de diffusion de contenu, de systèmes de noms de domaine (DNS) et d'hébergeurs, ainsi que la désindexation mise en œuvre par les fournisseurs d'accès à Internet, les fournisseurs de DNS alternatifs, les moteurs de recherche et les annonceurs. La Belgique a également rejoint WIPO ALERT en tant que contributeur autorisé.

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteure et pas nécessairement celles du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. OBTENTION D'UNE ORDONNANCE DE BLOCAGE EN BELGIQUE

A. PROCÉDURE HYBRIDE

1. Le 19 juin 2022, le législateur belge a introduit une nouvelle procédure hybride, combinant des éléments judiciaires et administratifs. Elle permet aux titulaires du droit d'auteur, de droits voisins et de droits sur les bases de données, ainsi qu'aux titulaires d'une licence délivrée par la Commission belge des jeux de hasard pour fournir des services de jeux d'argent en ligne en Belgique, d'obtenir une ordonnance dynamique visant à bloquer des contenus numériques illicites ou à empêcher la fourniture illicite de services de jeux d'argent en ligne¹.

2. En vertu de l'article XVII.34/1 du Code de droit économique belge, un titulaire de droits doit saisir le président du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, qui rendra une décision dans un délai de huit jours ouvrables, sauf circonstances exceptionnelles. Pour obtenir une ordonnance de blocage, trois conditions doivent être remplies. Premièrement, le demandeur doit prouver qu'il est le titulaire effectif des droits (apparence de droits). Deuxièmement, l'atteinte doit être claire et significative, d'un point de vue quantitatif (volume de contenu illégal) ou qualitatif (préjudice économique substantiel), ce que le juge peut apprécier à première vue. Troisièmement, il doit exister un équilibre justifié entre les droits et les intérêts du titulaire de droits, les intérêts des intermédiaires dont les services sont utilisés et qui doivent mettre en œuvre les mesures de blocage, et l'intérêt général (par exemple, la liberté d'expression et le droit à la vie privée).

3. Le titulaire du droit, parfois représenté par une organisation de gestion collective ou une association professionnelle, peut engager une procédure sommaire (contradictoire) ou unilatérale (non contradictoire). Si le titulaire du droit opte pour la procédure unilatérale, une présomption légale d'urgence ou de nécessité est établie. Néanmoins, le juge peut toujours convoquer à une audience les auteurs présumés de l'atteinte ou les intermédiaires dont les services sont utilisés, que le titulaire du droit a identifiés.

4. Les requérants ne sont pas tenus de prouver qu'ils sont dans l'impossibilité d'identifier les auteurs de l'atteinte ou de contacter le fournisseur de contenu. Il s'agit là d'un choix délibéré du législateur, car l'obligation d'identifier les auteurs de l'atteinte était considérée comme un obstacle majeur à l'introduction d'une procédure pour les requérants. Pour des raisons similaires, la loi ne précise pas non plus quel type d'intermédiaires peut être visé lorsque les requérants demandent une ordonnance de blocage de contenus ou de services illicites. La loi laisse ainsi aux requérants la liberté de viser plusieurs intermédiaires qu'ils peuvent identifier.

B. RÔLE DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE

5. Le Service de lutte contre les atteintes au droit d'auteur et aux droits voisins en ligne et contre l'exploitation illégale des jeux de hasard en ligne (ci-après dénommée "autorité") a été créé le 1^{er} juin 2024 au sein du Service public fédéral Économie (Direction générale de l'inspection économique) sous la forme d'un service indépendant². Ses attributions sont de trois ordres.

6. Premièrement, sur la base des demandes introduites par les requérants, le juge peut charger l'autorité de définir la manière dont les mesures de blocage doivent être mises en œuvre par l'auteur de l'atteinte ou par les intermédiaires dont les services sont utilisés pour

¹ Loi du 19 juin 2022 transposant la directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE, publiée au Moniteur belge du 01/08/2022, n° 60173.

² Arrêté royal du 18 avril 2024 relatif à la création du Service de lutte contre les atteintes au droit d'auteur et aux droits voisins commises en ligne et contre l'exploitation illégale de jeux de hasard en ligne, publié au Moniteur belge du 06/05/2024, n° 49668.

reproduire et communiquer le contenu illicite. L'autorité doit rendre sa décision dans un délai de trois jours ouvrables et ne peut ni limiter, ni étendre, ni modifier l'ordonnance rendue par le juge. Elle examine attentivement les intérêts des parties concernées et peut les inviter à comparaître à une audience avant de rendre sa décision. Cette audience doit avoir lieu dans les neuf jours ouvrables suivant la date à laquelle elle a reçu l'ordonnance.

7. Afin de préserver le caractère dynamique de la procédure, le législateur belge a habilité l'autorité à identifier les sites miroirs des sites Web portant atteinte à des droits ou les nouvelles adresses donnant accès au site Web concerné. Les titulaires de droits n'ont donc plus besoin de demander une nouvelle ordonnance lorsque de nouveaux sites proposant le même contenu illicite voient le jour. Pour garantir l'efficacité des mesures de blocage provisoires, l'autorité vérifie également si celles-ci ont été mises en œuvre et évalue leur impact.

8. Pour des raisons de transparence, l'autorité est légalement tenue de publier sa liste noire et de la tenir à jour. Compte tenu de l'importance du partage de ces données à l'échelle internationale, l'autorité a rejoint WIPO ALERT en tant que contributeur autorisé afin de partager sa liste noire avec les entités qui participent en tant qu'utilisateurs autorisés.

9. Les mesures de blocage imposées par une décision judiciaire et la décision de l'autorité établissant les modalités de leur mise en œuvre ont un caractère provisoire. Une procédure au fond doit être engagée soit dans le délai fixé par le législateur (20 jours ouvrables ou 31 jours civils, la période la plus longue étant retenue), ou par le juge, conformément à l'article 9.5 de la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle.

10. Deuxièmement, l'autorité joue un rôle consultatif. Le juge, les parties et tout tiers intéressé peuvent lui demander des recommandations lorsqu'une ordonnance provisoire est contestée, notamment lorsque les droits fondamentaux et les libertés fondamentales des internautes sont en jeu. Par exemple, dans une affaire concernant l'utilisation de connexions par réseau privé virtuel dans le contexte du géoblocage et de la suspension de noms de domaine liés à des jeux d'argent illégaux, le juge a sollicité une telle recommandation de la part de l'autorité.

11. Troisièmement, elle peut encourager les parties prenantes à conclure un accord ou à établir un code de conduite ou un plan d'action dans le cadre de la lutte contre le piratage numérique. Cet accord pourrait être rendu exécutoire par arrêté royal, ce qui le rendrait opposable aux tiers de la même catégorie.

II. RÉSULTATS DES ORDONNANCES

A. QUINZE DÉCISIONS, 852 NOMS DE DOMAINE BLOQUÉS

12. Depuis le mois de mars 2025, l'autorité a reçu 15 décisions du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles. Dans huit cas, le juge a chargé l'autorité de fixer les modalités des mesures de blocage. Trois de ces décisions concernaient des titulaires du droit d'auteur ou de droits voisins. Dans la première, des titulaires de droits dans le domaine du sport ont obtenu une ordonnance visant à bloquer des sites proposant des services illégaux de diffusion en continu et de téléchargement de contenus audiovisuels (sportifs). La deuxième concernait une coalition d'auteurs et d'éditeurs, représentés par leurs organisations de gestion collective respectives, qui cherchaient à bloquer des bibliothèques numériques illégales donnant accès à de nombreux livres numériques. Les troisième et quatrième affaires ont été introduites par des acteurs du secteur audiovisuel. Les neuf autres décisions traitées par l'autorité concernaient des sites Web ou des services proposant des jeux d'argent illégaux.

13. Au moment de la rédaction du présent document, 852 noms de domaine avaient été bloqués dans le cadre de cette nouvelle procédure. Toutefois, ce nombre évolue chaque semaine, car de nouveaux sites miroirs apparaissent et les noms de domaine qui ne sont plus actifs sont débloqués. Dans la plupart des cas, l'autorité a été chargée de surveiller les sites miroirs.

B. INTERMÉDIAIRES VISÉS

14. Les requérants ont poursuivi divers intermédiaires, notamment des réseaux de diffusion de contenu, des moteurs de recherche, des prestataires de services de paiement, des hébergeurs, des services d'enregistrement et des fournisseurs de DNS alternatifs. À la suite des ordonnances, la plupart de ces intermédiaires ont mis en œuvre les mesures de blocage dans les délais impartis. Par exemple, tous les fournisseurs d'accès à Internet belges ont exécuté les décisions en appliquant un blocage DNS. Une page d'accueil a également été créée pour rediriger les utilisateurs vers le site Web de l'autorité, sur lequel la décision et la liste noire sont publiées afin de garantir une transparence totale, conformément au Code de droit économique.

15. Le niveau d'information requis pour que les intermédiaires puissent agir varie considérablement selon la catégorie. Dans certains cas, un nom de domaine ou une URL suffit, tandis que dans d'autres, les intermédiaires exigent davantage d'informations. Cela influe évidemment sur la rapidité avec laquelle le blocage est mis en place. Le retrait des résultats des moteurs de recherche, par exemple, peut être obtenu en une journée, alors que le blocage des virements bancaires ou des comptes nécessite une analyse approfondie du processus de paiement.

16. L'identification des intermédiaires concernés et l'évaluation du type de mesures de blocage qu'ils devront mettre en œuvre requièrent un certain niveau de connaissances techniques. Plusieurs requérants ont indiqué que cela les avait dissuadés d'engager la procédure. L'autorité prévoit donc de publier des orientations objectives sur les aspects juridiques et techniques dont les requérants devront tenir compte lorsqu'ils sollicitent des ordonnances provisoires.

17. Les mesures techniques qui peuvent être exigées des intermédiaires pour mettre en œuvre une ordonnance donnent parfois lieu à des discussions complexes entre experts techniques et juridiques. Bien qu'elle n'y soit pas tenue, l'autorité a consulté les parties avant de rendre ses décisions dans presque tous les cas. Cette consultation a permis aux intermédiaires d'expliquer les contraintes techniques et pratiques auxquelles ils font face et à l'autorité d'évaluer tous les intérêts en jeu avant de prendre une décision quant aux mesures de blocage. À ce jour, une ordonnance et deux décisions de l'autorité ont été contestées devant les tribunaux par quatre intermédiaires qui remettaient en cause la proportionnalité des mesures qui leur étaient imposées.

C. PLATEFORME BELGE DE BLOCAGE DYNAMIQUE

18. Dans plusieurs pays européens (France, Grèce et Italie), les autorités administratives ont mis au point un mécanisme de blocage semi-automatisé permettant un blocage en temps réel. Ce n'est pas encore le cas en Belgique. L'autorité étudie toutefois la manière dont elle pourrait automatiser certains processus afin d'améliorer l'efficacité de la procédure. L'objectif n'est pas d'automatiser entièrement la procédure, mais d'optimiser certains processus, comme la recherche de sites miroirs ou la communication d'informations relatives aux mises à jour des mesures de blocage ou de déblocage de l'accès aux noms de domaine. Idéalement, cela pourrait être rendu possible grâce à une plateforme sécurisée permettant à l'autorité de centraliser toutes les mesures qu'elle prend et que les intermédiaires concernés prennent dans

un cas donné. Cela permettrait à l'autorité d'établir régulièrement des rapports de suivi et des statistiques afin de minimiser le risque de blocage excessif.

19. En tout état de cause, une décision judiciaire et l'intervention humaine des agents officiels de l'autorité resteront essentielles pour garantir la proportionnalité et l'efficacité des mesures provisoires imposées par le Tribunal de l'entreprise.

D. ACCORD DE COOPÉRATION

20. Pour encourager l'autorégulation, l'autorité a organisé des réunions régulières avec les titulaires de droits et les fournisseurs d'accès belges afin de les informer des mécanismes de coopération en vigueur au Danemark, en France, aux Pays-Bas et dans d'autres pays européens. Elle encourage les parties prenantes à parvenir à un accord d'ici l'été 2026, avec son soutien; elle animera les discussions et s'efforcera de les aider à trouver un accord sur la base de ces discussions et de l'expérience acquise dans d'autres pays.

III. CONCLUSION

21. Depuis le mois de mars 2025, quatre titulaires de droits ont engagé la nouvelle procédure hybride afin d'obtenir une ordonnance de blocage de sites proposant des contenus et des services illicites portant atteinte à leur droit d'auteur ou à leurs droits voisins. Quelque 852 noms de domaine ont été bloqués et ce nombre augmente rapidement, de nouveaux sites miroirs voyant le jour quotidiennement. L'autorité a reçu des ordonnances presque chaque mois et a consulté activement les parties afin de prendre des décisions concernant des mesures de blocage proportionnées et efficaces. À moyen terme, elle entend mettre en place un système semi-automatisé pour augmenter l'efficacité de certains processus et établir un accord de coopération volontaire entre les titulaires de droits et les différentes catégories d'intermédiaires.

[Fin de la contribution]